



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS  
CLASSÉES

jpr/878

## **Arrêté du 2 mai 2023 portant prescriptions complémentaires à la société ALSACHIMIE à Chalampé**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses livres II et V ;

VU les documents BREF auxquels sont soumis les installations, et notamment les BREF CWW, LVOC pris en application de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 portant prescriptions complémentaires (codificatif pour la partie risques chroniques) à la société RHODIA Opérations située à Chalampé en référence au titre 1er du livre V du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2019 (version confidentielle) portant autorisation de changement d'exploitant au bénéfice de la société ALSACHIMIE pour le site situé à Chalampé (68490) et réglementé par l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 portant prescriptions complémentaires à la Société RHODIA Opérations située à Chalampé ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 mars 2022 portant autorisation à la société ALSACHIMIE pour l'exploitation de ses installations de Chalampé (68490) : mise en place d'une nouvelle unité de production d'hexaméthylènediamine (HMD) ;

VU la demande d'adaptation des prescriptions transmise au préfet du Haut-Rhin par la société ALSACHIMIE le 5 septembre 2022 ;

VU le rapport du 7 novembre 2022 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées,

demandant à l'exploitant de fournir des compléments à sa demande en vu de pouvoir statuer sur le caractère acceptable de cette dernière ;

Vu le courrier préfectoral du 22 novembre 2022, fixant à l'exploitant un délai de 3 mois pour transmettre les compléments nécessaires à l'instruction de sa demande ;

VU les compléments apportés par l'exploitant à sa demande du 5 septembre 2022, transmis le 9 janvier 2023

VU le rapport du 08/03/2023 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'article 29 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2022 susvisé, prévoit des valeurs limites d'émissions en concentration et en flux pour les émissaires de l'atelier HMD4 en lien avec l'arrêté ministériel du 2 février 1998, mais qu'en application des dispositions de l'article 27-e de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, il est prévu que les valeurs limites d'émissions relatives aux COV ne soient pas applicables aux installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV ;

CONSIDÉRANT que l'article 31 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2022 susvisé prévoit l'intégration des émissions de l'atelier HMD4 au SME existant du site, sans en changer par ailleurs les valeurs limites définies initialement : « **L'exploitant met en œuvre le SME défini dans le rapport daté du 6 septembre 2006 pour les ateliers Acide nitrique, Olone, Adipiques, Sel Nylon et HMD4.** » ;

CONSIDÉRANT que l'article 32 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2022 susvisé prévoit également la mise à jour du SME existant du site, avant le démarrage de l'unité HMD4 : « **L'exploitant met à jour le schéma de maîtrise des émissions de son site avant le démarrage de l'unité HMD4. Une campagne de mesure des COV fugitifs sera réalisée au plus tard 1 an après le démarrage de l'unité HMD4.** » ;

CONSIDÉRANT que les substances émises dans l'installation HMD4 ne font par ailleurs pas partie des substances visées au point c) de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, pour lesquelles des valeurs limites restent opposables ;

CONSIDÉRANT que les flux horaires et annuels concernés représentent moins de 0,2 % des flux annuel actuellement autorisé pour le site ;

CONSIDÉRANT que suite à la mise à jour du SME et compte tenu des niveaux d'émissions réellement mesuré, une proposition de réduction des flux globaux émis sera formulée ;

CONSIDÉRANT que les émissions sont par ailleurs encadrées conformément aux conclusions des BREF susvisés,

CONSIDÉRANT que les conclusions de l'Evaluation Quantitative des Risques Sanitaires présentent dans le dossier de demande d'autorisation déposé dans sa version finale le 18 février 2022 et complété par la transmission de l'exploitant du 9 janvier 2023 ne mettent pas en avant de risque pour la santé des tiers au vu des flux supplémentaires susceptibles d'être émis par les émissaires de l'unité HMD4 ;

CONSIDÉRANT qu'au vu des éléments exposés ci-avant, il apparaît possible de modifier les modalités de surveillance en COV des émissaires de l'atelier HMD4 prévue par l'article 29 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2022 susvisé ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup> - objet**

La société ALSACHIMIE, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé route départementale 52 à Chalampé (68490), est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations sises à Chalampé (68490).

### **Article 2 – Modification et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références de l'arrêté préfectoral	Références des articles dont les prescriptions sont modifiées	Nature des modifications Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 30 mars 2022	Article 29	remplacée par l'article 3

### **Article 3 – Valeurs limites d'Émission dans les rejets atmosphériques**

Les dispositions de l'article 29 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2022 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

N° de conduit	Concentration moyenne journalière (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux maximal horaire (g/h)	Flux maximal annuel (kg/an)
	NH <sub>3</sub>	NH <sub>3</sub>	NH <sub>3</sub>
22 : Event de la colonne d'abattage de la soupape coupe feu réacteur HMD4 (Référence exploitant : D81450)	50	75	160
23 : Event de la colonne d'abattage de la bâche pompe à vide des colonnes de distillation de l'atelier HMD4 (Référence exploitant : D87010)	50	12,5	38
24 : Event de la colonne d'abattage de la colonne de concentration des effluents de la tête de déshydratation (Référence exploitant : S97770)	50	0,5	2
25 : Event de la colonne d'abattage du poste de chargement barge STS (Référence exploitant : D97300)	/	/	/
26 : Event de la colonne d'abattage du poste de chargement wagon/camion STN pour le compte d'ALSACHIMIE (Référence exploitant : M2301-M2302)	/	/	/

#### **Article 4 - Sanctions**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre 1<sup>er</sup> du titre 7 du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement.

#### **Article 5 - Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de Chalampé pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Chalampé.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 6 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Chalampé et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société ALSACHIMIE.

À Colmar, le 2 mai 2023

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

**SIGNÉ**

Christophe MAROT

#### **Délais et voie de recours**

(article R. 181-50 du code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.